

Editorial

Au mois de juillet 2003, doit se tenir à Abuja, capitale fédérale du Nigeria, une réunion "au sommet" entre l'Afrique et l'Amérique. Ce sommet ouvrira-t-il de nouvelles perspectives de développement au continent africain ?

Deux raisons tendent à faire émerger de telles perspectives. La première concerne la découverte de gisements pétroliers importants dans le Golfe de Guinée (les réserves de cette région ont été estimées à 47 milliards de barils en 2001, elles n'étaient que de 6 milliards en 1990). La seconde tient à la nouvelle stratégie énergétique américaine qui, devant la nécessité d'importer de plus en plus de pétrole brut pour faire face aux besoins (en 2001 56 % du pétrole brut est importé), et pour assurer la sécurité de ses approvisionnements pétroliers (suite à la montée des craintes suscitées par les événements du 11 septembre 2001) envisage la diversification de ses fournisseurs. Les Etats riverains du Golfe de Guinée (Nigeria, Angola, Gabon, Sao Tomé-et-Principe, mais aussi Congo, Guinée équatoriale, Côte d'Ivoire et bien que sans façade maritime, Tchad) devraient ainsi largement bénéficier de ces nouvelles perspectives. Les Etats-Unis, qui obtiennent déjà 15 % de leurs importations pétrolières en Afrique, comptent porter la part de ces fournisseurs à 25 % d'ici 2015.

L'intérêt des Etats-Unis pour cette région crée de nombreux espoirs. Et ceux-ci sont très concrets. Pour une île comme Sao Tomé-et-Principe (un PNB par habitant de 245 dollars), qui aujourd'hui ne survit que grâce à l'aide internationale, l'attribution aux enchères de zones de recherche suivie dans un délai de cinq ans de leur mise en exploitation, après que les futurs exploitants auront été choisis et les contrats de concession établis constitue pour le très proche avenir une manne importante. Et cela n'est pas tout ; avant même la signature des nouveaux contrats, la région a bénéficié de largesses américaines. L'Angola (qui, il est vrai, était aussi un des membres non permanents du Conseil de Sécurité de l'Organisation des Nations Unies en cet hiver 2003) a vu, dans le cours du mois de février, sa demande de tenue d'une réunion de ses

créanciers subitement acceptée et a reçu une aide humanitaire américaine de plus de 15 millions de dollars. Enfin, pour la région, se profile également un apport massif de capitaux investis par les compagnies pétrolières et des perspectives commerciales nouvelles. D'une part, existe déjà l'AGOA (*Africa Growth and Opportunity Act*), accord par lequel certaines marchandises issues de divers Etats africains (tous deux désignés unilatéralement par Washington) bénéficient d'un régime douanier très favorable à l'entrée aux Etats-Unis. D'autre part, la coopération prônée par ce pays et les institutions internationales entre des intérêts privés (le plus souvent entreprises des Centres) des ONG et des institutions publiques (Etats et institutions internationales), pour aider à la promotion d'un développement durable connaît des débuts d'application. Le programme de protection des forêts du bassin du fleuve Congo, qui concerne dans la zone le Congo, le Gabon, la Guinée équatoriale et le Cameroun, les projets de développement locaux, associés à la construction de l'oléoduc Doba – Kribi (Tchad – Cameroun) en sont les premières illustrations. Enfin, d'autres opportunités entraînées par le pétrole peuvent apparaître pour les pays producteurs de la région sous la forme de nouveaux investisseurs et / ou de nouveaux flux commerciaux, non pétroliers, ceux-là. Plus que jamais, ces espoirs prennent l'aspect d'un échange entre Amérique et Afrique : pétrole contre développement.

Peut-on en Afrique se laisser porter par ces espérances, ou faut-il n'y voir que les mirages d'un nouvel eldorado ?

Il n'est, en effet, pas seulement question ici d'intérêts directs à concilier entre la plus puissante des économies des Centres et certaines économies des Périmétries. Les avantages que peut tirer une des parties pourraient de beaucoup dépasser ceux de l'autre. Pour les grands groupes pétroliers américains, mais aussi européens, (TotalFinaElf et Shell sont aussi présents dans la région) l'accès aux gisements du Golfe de Guinée est le moyen de revenir à l'ancien mode d'exploitation, celui des concessions. L'exploitant est propriétaire du pétrole qu'il extrait ; il paye une redevance au pays propriétaire, mais n'a pas acheté ce pétrole à une

entreprise locale. C'est, pour eux, l'occasion heureuse de retrouver une structure d'intégration verticale — du puits à la pompe à essence —, celle qu'ils connaissaient avant que des pays des Périphéries ne nationalisent l'exploitation de leurs richesses naturelles. Cette ancienne structure est, il faut le reconnaître, autrement rémunératrice que les métiers de raffineur et distributeur.

Une autre spécificité du Golfe de Guinée est de ne comporter qu'un seul Etat membre de l'OPEP : le Nigeria. La face cachée de l'intérêt porté à la région serait d'affaiblir l'OPEP, puisque mettant en exploitation des gisements qui échappent à cette organisation ou, pire, puisque plaçant un de ses membres, et non des moindres : le cinquième exportateur de l'organisation, dans une situation difficile. En effet, pour le Nigeria, répondre aux offres américaines d'accroître leurs achats posera inéluctablement la question de la révision des quotas de production fixés par l'OPEP à ses membres. Ce serait là une possible pomme de discorde au sein de l'organisation.

Enfin l'intérêt américain pour la région n'a pas qu'une dimension économique mais est également politique. Les liens commerciaux ne sont durables que dans la bonne entente des gouvernements. Une autre contre-partie de l'intérêt pétrolier des Etats-Unis serait la bonne volonté des gouvernements locaux à leur égard (certains parlent même d'allégeance). L'un de ces gouvernements, Monsieur de Menezes (Sao Tomé-et-Principe) n'a-t-il pas parlé de la construction d'un port qui pourrait servir d'escale aux bâtiments militaires américains (ce qui sous-entend la présence durable de ceux-ci dans la région, sur le modèle des flottes entretenues par la marine américaine en Méditerranée ou en Mer du Japon) ; la présence de ceux-ci serait nécessaire pour assurer la sécurité de pays "petits, pauvres et vulnérables" et pouvant être "l'objet de toutes les convoitises"¹. D'un port d'escale à une base permanente, le glissement est toujours possible ; il pourrait conduire à des formes bien proches d'un protectorat.

Espoir réaliste ou mirage d'or noir, les pays du Golfe de Guinée ont pourtant à leur porte un exemple particulièrement éclairant. Le Nigeria montre que si les richesses pétrolières constituent des opportunités heureuses pour ceux qui en bénéficient, ces dernières ne peuvent en rien, à elles seules, conduire au développement. L'exploration des gisements est déjà ancienne dans ce pays (l'exploration entreprise notamment par Shell remonte à la période 1945 – 55). Pourtant le bilan économique et social est assez désastreux, avec un PIB par habitant de 840 dollars en 2001, accompagné d'une croissance lente (3,5 % en 2001), avec 45 % de la population vivant en-dessous du seuil de pauvreté, 42 % ne sachant ni lire ni écrire, 28 % de la population en âge de travailler au chômage, une espérance-vie de moins de 51 ans, et une part de la population infectée par le virus du SIDA estimée à plus de 5 %. Pour parfaire le tableau, nous pouvons ajouter à cela une dette extérieure de 32 milliards de dollars (un montant à peu près inchangé depuis dix ans) — chaque Nigérian doit 246 dollars —, un service de la dette de 4 milliards de dollars (qui représente près du quart des exportations annuelles du pays) et une dépréciation de la monnaie (le taux de change a perdu 80 % entre 1997 et 2001). Bien plus, comme le dénonce le *Human Rights Watch*², cette chance de développement est devenue une tragédie pour une partie de la population nigériane, les Ogoni, qui cohabitent dans le delta du Niger avec la firme Shell. L'assèchement d'une partie du delta au profit des installations pétrolières leur a fait perdre une grande partie de leurs ressources. Leur révolte contre Shell et le pouvoir central nigérian, puis leur combat pour la démocratie laisse un triste bilan. Selon le Conseil Mondial des Eglises, trois mille Ogoni sont morts, trente mille ont été déplacés et mille ont dû s'exiler.

L'expérience malheureuse du Nigeria sera sans doute, pour tous les Africains, riche d'enseignements. Elle justifie pourtant un très modeste conseil : amis Africains, méfiez-vous des mirages.

Patrice ALLARD

¹ Il est important, ici, de souligner le rôle du groupe de pression *African Oil Initiative Group* dont les travaux figurent sur le site de l'*Institute for Advanced Strategic and Advanced Political Studies* : <<http://www.iasps.org>>

² Site <<http://www.hrw.org/reports/1999/nigeria>>